

Compte-rendu

Débat

« Le Sommet de Paris du Gouvernement Ouvert, une COP21 de la démocratie »

25 octobre 2016

L'ADI a organisé le 25 octobre dernier un débat sur le Gouvernement Ouvert dans la perspective du Sommet mondial du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) qui aura lieu à Paris du 7 au 9 décembre 2016. Cet événement auquel a assisté un parterre d'Ambassadeurs et de représentants de la communauté internationale basée à Paris a été ouvert par Jean-Vincent Placé, Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de la Réforme de l'État et de la Simplification, représentant de la France au sein du Partenariat.

Le Secrétaire d'État a souligné le rôle moteur de la France en matière d'innovation et de réforme de la société. Il a exposé les grandes lignes de l'agenda que la France propose pour le Sommet. L'un des objectifs majeurs de la Présidence française est de mettre la démocratie au centre du débat.

Jean-Vincent Placé a notamment indiqué que le Numérique et la Démocratie Ouverte devaient faire partie des réponses face aux menaces graves qui pèsent actuellement sur la République.

A la suite de cette intervention, un échange de vues a eu lieu entre Henri Verdier, Directeur Interministériel du Numérique et Antoine Garapon, Secrétaire Général de l'Institut des Hautes Etudes sur la Justice. Cet échange a été modéré par Pauline Carmona, Secrétaire générale pour le Sommet du PGO.

Henri Verdier a exposé les raisons qui avaient conduit la France, initialement réticente à l'égard du partenariat pour le Gouvernement Ouvert, à se rallier à cette initiative et à accepter d'organiser le Sommet de cette année. Il a indiqué que les équipes françaises qui travaillent sur le Sommet souhaitent que celui-ci aboutisse au lancement de coopérations concrètes sur des sujets spécifiques tels que la transparence sur les bénéficiaires effectifs des entreprises.

Sur un plan plus général, Henri Verdier estime que la question du numérique ne se limite pas à la question de la transparence. Elle joue aujourd'hui un rôle essentiellement politique dans nos sociétés et ce rôle peut-être positif aussi bien pour corriger les déficits de démocratie que pour mobiliser les acteurs au service de causes telles que l'environnement.

Antoine Garapon a mis en garde contre ce qu'il peut y avoir d'illusoire dans les attentes excessives à l'égard du numérique. Celui-ci représente une révolution symbolique majeure comparable à l'invention de l'imprimerie. Cette révolution comporte ses parts d'ombre telles que les *Blockchains*.

Les deux intervenants se sont retrouvés à cet égard sur une analyse de l'attitude des GAFAs perçues comme disposant d'une puissance souvent supérieures à celle des États.